



CANADA

TREATY SERIES 1969 No. 10 RECUEIL DES TRAITÉS

# AGRICULTURE

Échange de notes entre le CANADA et la FRANCE

Ottawa, le 3 avril 1969

En vigueur le 3 avril 1969

# AGRICULTURE

Exchange of Notes between CANADA and FRANCE

Ottawa, April 3, 1969

Entered into force April 3, 1969

43 208 755

b 1639560

43 280 153

96447-1

b 307190X



ÉCHANGE DE NOTES (LE 3 AVRIL 1969) ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE CONCERNANT LA CONSTRUCTION,  
L'ENTRETIEN ET LE FONCTIONNEMENT D'UNE STATION DE QUARANTAINE  
POUR BOVINS SUR LE TERRITOIRE DES ÎLES SAINT-PIERRE ET MIQUELON

## I

*L'Ambassadeur de France au Canada au Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures.*

## AMBASSADE DE FRANCE AU CANADA

Ottawa, le 3 avril 1969

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux échanges de vues intervenus dans le courant de 1968 entre les représentants des Administrations françaises et canadiennes compétentes au cours desquels il est apparu qu'il serait souhaitable, en vue de faciliter l'importation au Canada de bovins reproducteurs d'origine française, d'établir une station de quarantaine sur le Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon.

A cet effet, les dispositions suivantes ont été arrêtées d'un commun accord:

(1) Les autorités françaises construiront et aménageront une station de quarantaine, à Saint-Pierre, sur un emplacement dont il aura été convenu. Cette station devra satisfaire à des normes équivalentes à celles qui sont en vigueur au Canada pour les stations dites de «sécurité maximale». Le Gouvernement français assurera l'équipement et l'entretien de ladite station et la dotera de tous les services nécessaires, y compris l'énergie électrique, l'eau et le chauffage.

(2) Le Gouverneur du Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon assurera la direction de la station de quarantaine ainsi que sa gestion administrative. Sous son autorité générale, les services compétents de l'Administration canadienne prendront en charge la direction des opérations vétérinaires dans la station de quarantaine et fourniront à cette fin un Chef de Service ainsi que le personnel qualifié.

(3) En vue de l'application du présent accord, il sera créé un Comité mixte franco-canadien qui aura pour mission de conseiller les autorités compétentes françaises et canadiennes sur toutes les questions concernant l'établissement, l'équipement et l'entretien de la station de quarantaine et la protection des animaux du Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon contre tout risque d'introduction d'épizooties. Le Comité sera constitué, en nombre égal, de représentants du Ministère de l'Agriculture du Canada et du Ministère de l'Agriculture de la République française.

(4) Tout bétail arrivant dans le Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon sera assujéti à la quarantaine conformément aux règles et conditions établies après accord du Comité mixte pour la station de Saint-Pierre, qui seront équivalentes à celles prévues pour tout bétail arrivant au Canada.

EXCHANGE OF (APRIL 3, 1969) NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF FRANCE CONCERNING THE CONSTRUCTION, MAINTENANCE AND OPERATION OF A CATTLE QUARANTINE STATION IN THE TERRITORY OF ST. PIERRE AND MIQUELON.

I

*The Ambassador of France to Canada to the Secretary of State  
for External Affairs.*

*(Translation)*

EMBASSY OF FRANCE IN CANADA

Ottawa, April 3, 1969

SIR,

I have the honour of referring to the exchanges of views which took place during 1968 between the representatives of the competent French and Canadian authorities. During these exchanges, it appeared that it would be desirable to establish a quarantine station in the Territory of Saint Pierre and Miquelon in order to facilitate the importation into Canada of breeding cattle of French origin.

To this effect, the following provisions were drawn up by common agreements:

(1) The French authorities shall build and fit out a quarantine station in Saint Pierre, on a site to be agreed upon. This station shall meet standards equivalent to those in force in Canada for so-called "maximum security" stations. The French Government shall ensure the equipping and maintenance of the said station and shall supply it with all the necessary services, including electricity, water and heating.

(2) The Governor of the Territory of Saint Pierre and Miquelon shall ensure the direction and administrative management of the quarantine station. Under his general authority, the competent services of the Canadian Government shall assume responsibility for the direction of veterinary operations in the quarantine station and shall, to this end, provide a divisional head and qualified staff.

(3) For the implementation of the present agreement, a Joint Franco-Canadian Committee shall be formed; this Committee shall advise the competent French and Canadian authorities on all questions concerning the establishment, equipping and maintenance of the quarantine station and the protection of the animals of Saint Pierre and Miquelon against any risk of introduction of epizootic diseases. The Committee shall be made up of an equal number of representatives from the Canadian Department of Agriculture and the French Ministry of Agriculture.

(4) All cattle arriving in the Territory of Saint Pierre and Miquelon shall be subject to quarantine in accordance with the rules and conditions established following agreement by the Joint Committee for the Saint Pierre station; these rules and conditions shall be equivalent to those set for all cattle arriving in Canada.

(5) Pour l'importation au Canada, il ne sera imposé au bétail aucune restriction sanitaire autre que les contrôles dont sont l'objet les animaux sortant d'une station dite de «sécurité maximale» qui relève du Directeur vétérinaire général du Canada, sous réserve, d'une part, que ce bétail ait, au préalable, accompli le séjour prévu à la station de quarantaine de Saint-Pierre et satisfait aux tests et examens requis, d'autre part, que le bétail du Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon ne soit atteint d'aucune épizootie grave.

(6) Si, de l'avis du Comité mixte, des contrôles s'avèrent nécessaires ou souhaitables pour apprécier l'état de santé du bétail du Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon dans le cas prévu au paragraphe précédent, les autorités françaises accorderont aux représentants du Ministère de l'Agriculture du Canada toutes facilités en vue d'inspecter ce bétail et de le soumettre aux contrôles vétérinaires appropriés.

(7) a. Le Ministère de l'Agriculture du Canada enverra dans le Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon et y maintiendra le personnel vétérinaire et les auxiliaires nécessaires pour assurer le bon fonctionnement vétérinaire de la station. Pendant la durée de leur mission, ces personnes ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer seront dispensés de la formalité du visa pour entrer sur le Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon et pour en sortir. Les autorités françaises leur délivreront gratuitement des permis de travail ainsi que, pour elles-mêmes et pour les membres de leur famille, des permis de séjour, si la législation en vigueur exige la possession de tels documents.

b. Les traitements, allocations, indemnités et autres éléments de rémunération versés par le Gouvernement du Canada au personnel canadien en service à la station de quarantaine seront exemptés par les autorités françaises compétentes de tous impôts sur le revenu ou prélèvements similaires.

(8) Le matériel, l'équipement et les fournitures importés du Canada dans le Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon, en vue de leur utilisation dans la station de quarantaine ou pour l'usage personnel des employés canadiens et des membres de leur famille vivant à leur foyer bénéficieront du régime de l'admission temporaire. Les aliments pour le bétail destinés à la station de quarantaine seront exemptés de tous droits d'importation, impôts et autres frais.

(9) La station de quarantaine pourra recevoir tout bétail arrivant dans le Territoire des Îles Saint-Pierre et Miquelon, quel qu'en soit le pays d'origine ou de destination. Chaque fois qu'il sera nécessaire ou souhaitable, les représentants des services vétérinaires autres que ceux des Parties contractantes seront admis à la station de quarantaine. Toutes les personnes qui y pénétreront devront se soumettre au contrôle d'entrée normal de l'établissement.

(10) a. Un droit de quarantaine préalablement déterminé après accord entre les deux Gouvernements sera perçu des importateurs par les autorités françaises compétentes pour chaque animal admis à la station, à l'exception des animaux témoins.

b. Les frais de contrôle sanitaire, de tests spéciaux, de soins et d'alimentation seront acquittés par l'importateur au Chef du Service des opérations vétérinaires de la station.

(11) Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur et, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes, douze mois avant son expiration, sera tacitement renouvelé d'année en année.

(5) With regard to importation into Canada, no health restrictions shall be imposed on cattle other than the inspection undergone by animals coming out of so-called "maximum security" stations under the authority of Canada's Veterinary Director General, on condition that these cattle have previously passed the prescribed period of time in the Saint Pierre quarantine station and have met the required tests and examinations and also on condition that the cattle in the Territory of Saint Pierre and Miquelon are not suffering from any serious epizootic disease.

(6) If, in the opinion of the Joint Committee, inspections appear necessary or desirable to determine the state of health of the cattle of Saint Pierre and Miquelon under the circumstances provided for in the preceding paragraph, the French authorities shall provide the representatives of the Canadian Department of Agriculture with every facility to examine these cattle and to subject them to appropriate veterinary inspection.

(7) a. The Canadian Department of Agriculture shall send to the Territory of Saint Pierre and Miquelon, and shall maintain there, the veterinary personnel and assistants necessary to ensure the efficient operation of veterinary services at the station. For the duration of their mission, these persons and members of their families living with them shall be exempt from the formality of a visa for entering and leaving the Territory of Saint Pierre and Miquelon. The French authorities shall provide these persons and members of their families, free of charge, with working permits and registration certificates, if the legislation in force requires the possession of such documents.

b. The salaries, allowances, compensation and other remuneration paid by the Government of Canada to Canadian staff working at the quarantine station shall be exempted from any income taxes or similar taxes by the competent French authorities.

(8) The implements, equipment and supplies imported from Canada to Saint Pierre and Miquelon for use in the quarantine station or for the personal use of the Canadian employees and members of their families living with them may be brought in under the system of temporary entry. Feed destined for the quarantine station shall be exempt from all import duties, taxes and other charges.

(9) The quarantine station may receive any cattle arriving in Saint Pierre and Miquelon, whatever the country of origin or the destination. Whenever it is necessary or desirable, the representatives of veterinary services other than those of the contracting Parties shall be admitted to the quarantine station. All persons entering this station must undergo the establishment's normal entrance inspection.

(10) a. For each animal admitted to the station, with the exception of control animals, the competent French authorities shall charge importers a quarantine fee, determined beforehand by agreement between the two governments.

b. The costs of health inspection, special tests, care and feeding shall be paid to the head of the station's veterinary service by the importer.

(11) The present agreement is entered into for a period of five years, beginning on the date on which it comes into effect, and, except in the event of notice of termination by one of the contracting Parties, twelve months before expiry of the aforesaid agreement, shall be tacitly renewed from year to year.

Si les dispositions qui précèdent reçoivent l'agrément du Gouvernement canadien, la présente lettre et celle que Votre Excellence voudra bien m'adresser en réponse constitueront l'accord des deux Gouvernements sur la création à Saint-Pierre et Miquelon d'une station de quarantaine. Cet accord entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

PIERRE SIRAUD

L'honorable Mitchell Sharp,  
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,  
Ottawa.

If the provisions above are approved by the Canadian government, this letter, and the letter which Your Excellency will be kind enough to send me in reply, shall constitute the agreement between the two governments on the establishment of a quarantine station in Saint Pierre and Miquelon. This agreement shall come into force on the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

PIERRE SIRAUD

The Honourable Mitchell Sharp,  
Secretary of State for External Affairs,  
Ottawa.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my plus haute consideration.

MITCHELL SHARP

Excellency Pierre Siraud,  
Ambassadeur de France,  
Ottawa

Son Excellence M. Pierre Siraud,  
Ambassadeur de France,  
Ottawa.

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur  
de France au Canada.*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Ottawa, le 3 avril 1969

N° EC 485

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 3 avril relative à l'établissement, sur le territoire de St. Pierre et Miquelon d'une station de quarantaine pour bovins reproducteurs. J'ai le plaisir de vous informer que les propositions contenues dans votre lettre sont acceptables au Gouvernement du Canada, et de confirmer que votre lettre et la présente réponse, les textes anglais et français de la réponse faisant également foi, constituent un accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la France pour l'établissement et le fonctionnement de la station de quarantaine en question. Cet accord entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Veillez accepter, Excellence, les assurances de ma plus haute considération.

MITCHELL SHARP

Son Excellence M. Pierre Siraud,  
Ambassadeur de France,  
Ottawa.



II

*The Secretary of State for External Affairs to the  
Ambassador of France to Canada.*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Ottawa, April 3, 1969

No. EC 485

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of April 3 concerning the establishment of a quarantine station for breeding cattle on the Territory of St. Pierre and Miquelon. I have the pleasure to inform you that the proposals contained in your letter are acceptable to the Government of Canada and to confirm that your letter and this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between the Government of Canada and the Government of France for the establishment and operation of the aforesaid quarantine station. This agreement shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP

His Excellency Pierre Siraud,  
Ambassador of France,  
Ottawa

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Ottawa, April 3, 1969

9691 rive 2 de la... (mirrored text)

No. EC 488

EXCELLENCE (mirrored text)

EXCELLENCE (mirrored text)

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of April 3 concerning the establishment of a quarantine station for breeding cattle on the territory of St. Pierre and Miquelon. I have the pleasure to inform you that the proposals contained in your letter are acceptable to the Government of Canada and to confirm that your letter and this reply, which is authentic in English and French, shall be accepted as an agreement between the Government of Canada and the Government of St. Pierre and Miquelon.

© Crown Copyrights reserved

Available by mail from Information Canada, Ottawa,  
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX

1735 Barrington Street

MONTREAL

1182 St. Catherine Street West

OTTAWA

171 Slater Street

TORONTO

221 Yonge Street

WINNIPEG

393 Portage Avenue

VANCOUVER

657 Granville Street

or through your bookseller

Price: 35 cents Catalogue No. E3-1969/10

Price subject to change without notice

Information Canada  
Ottawa, 1972

Son Excellence M. Pierre Sirand,  
Ambassadeur de France,  
Ottawa.

His Excellency Pierre Sirand,  
Ambassador of France,  
Ottawa

MITCHELL SHARP (mirrored text)

MITCHELL SHARP (mirrored text)



CANADA

TREATY SERIES 1969 No. 11 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Exchange of Notes © Droits de la Couronne réservés

En vente chez Information Canada à Ottawa  
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX  
1735, rue Barrington

MONTRÉAL  
1182 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA  
171, rue Slater

TORONTO  
221, rue Yonge

WINNIPEG  
393, avenue Portage

VANCOUVER  
657, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix 35 cents N° de catalogue E3-1969/10

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada  
Ottawa, 1972

Échange de Notes entre le Canada et la Thaïlande

Bangkok, le 22 avril 1969

En vigueur le 22 avril 1969

b 307/11/11

1139572

LIBRARY OF PARLIAMENTARY INFORMATION  
2 01126002 4305 3

© Queen's University  
Droits de la Couronne réservés  
Tous droits réservés sauf ceux de  
la Bibliothèque d'Information Canada  
All rights reserved except those of  
the Parliamentary Information Library

KALIAK  
1735, rue Harrison  
MONTREAL  
1185 avenue, rue Ste-Catherine  
MONTREAL  
171, rue St-Jacques  
MONTREAL  
122, rue St-Jacques  
MONTREAL  
207, avenue Portage  
MONTREAL  
637, rue Grenville  
MONTREAL  
16/0001-02 No. catalogue  
5715 73 coins No. de catalogue H3-1300/10  
L'avis est à disposition sans frais préalable  
L'avis est à disposition sans frais préalable  
Information Canada  
Ottawa, 1972